



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

# L'Europe doit agir sur le BPA selon un calcul des coûts sanitaires associés

**Bruxelles, le 22 Janvier 2014** - L'Alliance pour la Santé et l'Environnement (HEAL) appelle l'Union européenne à éliminer progressivement l'utilisation du bisphénol A (BPA) dans les matériaux au contact des denrées alimentaires suite à la publication aujourd'hui de la toute première estimation des coûts sanitaires associés.

Une étude américaine publiée dans *Health Affairs* (1) avance que l'élimination du BPA des « usages alimentaires » pourrait prévenir chaque année aux États-Unis 6 236 cas d'obésité infantile et 22 350 cas d'incidence nouvelle de maladies coronariennes, et générer des économies annuelles potentielles de 1,74 milliards de dollars US (1,28 Mds €) (2).

Le BPA est une substance chimique utilisée dans la production des plastiques en polycarbonate et les revêtements internes des conserves alimentaires et des canettes de boisson en aluminium. Il est largement considéré comme ayant des effets de perturbation endocrinienne, mais n'a pas encore été officiellement classé comme tel dans le système de classification européenne des produits chimiques.

L'étude s'appuie sur une étude des coûts sanitaires du BPA depuis 2008 et sur les nouvelles approches américaines des calculs "dose-réponse" (1). Les coûts réels pour la santé associés au BPA sont probablement supérieurs, puisque cette étude ne portait que sur l'obésité et les maladies coronariennes liées à l'exposition à des matériaux au contact des aliments. Le BPA est produit au-dessus d'un million de tonnes par an dans le monde, et il est utilisé dans une grande variété d'applications, comme des pesticides et des matières plastiques de grande consommation (3).

Les preuves s'accumulent sur les conséquences néfastes du BPA pour la santé, avec des impacts sur la reproduction, le système nerveux, le système immunitaire, l'occurrence de certains cancers (par exemple, le cancer du sein), ainsi que sur le métabolisme et le système cardiovasculaire. La Commission européenne et les États-Unis ont interdit le BPA dans les biberons mais ils n'ont pas pris de mesures réglementaires sur d'autres matériaux de contact alimentaire, en particulier dans les conserves et les canettes.

Les auteurs de cette nouvelle étude affirment que, malgré la nécessité de données supplémentaires, les bénéfices sanitaires et économiques potentiellement importants pourraient l'emporter sur les coûts d'utilisation d'une alternative plus sûre au BPA.

HEAL estime que cette nouvelle étude devrait inciter la Commission européenne à réviser l'ensemble des différents régimes juridiques qui régissent l'utilisation de BPA (tels que les règlements REACH, Matériaux de contact alimentaire, ou Pesticides).

*« L'UE est actuellement en train de décider comment réglementer les perturbateurs hormonaux, et le BPA est l'un des PE les plus préoccupants »* déclare Génon K. Jensen, Directrice exécutive de HEAL.  
*« Cette étude est exactement le genre d'analyse que nous voudrions voir dans l'étude d'impact annoncée par la Commission sur les critères de définition des PE, car nous avons besoin d'une évaluation globale des bénéfices sanitaires. L'étude d'impact prévue a été circonscrite aux seuls*

*pesticides PE, alors que nous savons pourtant que l'exposition des populations à des produits chimiques perturbateurs hormonaux provient de sources multiples et que ce cocktail chimique dans notre corps est à même de produire des effets nocifs. C'est pourquoi il serait plus pertinent de considérer l'ensemble de ces différentes sources dans l'évaluation des coûts des impacts sanitaires ».*

L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) vient de lancer une consultation publique sur la base de son récent projet d'avis sur l'évaluation de risques pour la santé humaine de l'exposition au BPA (4). Son rapport provisoire conclut que les effets possibles sur la reproduction, les systèmes nerveux et immunitaire, le métabolisme et le fonctionnement cardiovasculaire ou encore le développement de cancers sont peu probables.

Le Réseau Environnement Santé (RES), membre français de HEAL, a répondu que, malgré la décision de l'EFSA de réviser le niveau d'exposition journalière tolérable à la baisse, l'agence continue de nier la plupart des recherches scientifiques publiées sur le BPA. « 95% des 900 études publiées sur la toxicité du bisphénol A montrent des résultats positifs » explique André Cicolella, toxicologue et président du RES, « l'EFSA admet l'émergence de nouvelles preuves indiquant des effets du BPA sur la reproduction, le métabolisme, le système immunitaire et des effets neurocomportementaux et cardiovasculaires, mais par quelques tours de passe-passe, ces effets ne sont pas retenus comme pertinents » (5).

HEAL et d'autres groupes de défense de la santé environnementale, tels que CHEM Trust au Royaume-Uni, s'inquiètent du fait que pendant cette période de récession économique, les organismes de réglementation adoptent une vision économique à court terme et s'abstiennent de réglementer sous prétexte de ne pas imposer de coûts supplémentaires à l'industrie. « C'est considérer les coûts par le petit bout de la lorgnette parce que, si l'on tenait compte de tous les gains potentiels pour la santé d'une réglementation plus stricte sur le BPA, les coûts pour l'industrie seraient probablement dépassés par les économies potentielles sur les dépenses de santé », déclare Elizabeth Salter-Green de CHEM Trust. « C'est le coût « véritable » et « total » de l'exposition de la société au BPA et aux autres perturbateurs hormonaux qui doivent être pris en compte lors des décisions relatives à la réglementation », ajoute-elle.

HEAL fait partie d'une coalition d'organisations de santé environnementale, EDC - Free Europe (6), qui plaide pour que les bénéfices écologiques, sanitaires, sociaux et économiques dans leur ensemble soient pleinement considérés dans les processus de l'UE d'élaboration des mesures réglementaires sur les perturbateurs endocriniens. Cela permettrait que les investissements de certaines entreprises ou branches industrielles pour développer et utiliser des substituts plus sûrs soient envisagés dans une perspective sociétale plus large.

## Contacts

Génon K. Jensen, Executive Director, Health & Environment Alliance (HEAL), E-mail: [genon@env-health.org](mailto:genon@env-health.org), Mobile phone: + 32 495 808732 Website: [www.env-health.org](http://www.env-health.org)

Lisette van Vliet, Senior Policy Advisor, Health & Environment Alliance (HEAL), E-mail: [lisette@env-health.org](mailto:lisette@env-health.org) Tel: +32 2 234 36 45. Mobile: +32 484 614 528

Diana Smith, Communications and Media Adviser, Health & Environment Alliance (HEAL), E-mail: [Diana@env-health.org](mailto:Diana@env-health.org), Mobile: +33 6 33 04 2943

## Notes

1. Le document «Further limiting bisphenol A in food uses could provide health and economic benefits » publié en ligne dans Health Affairs le 22 janvier: <http://content.healthaffairs.org/lookup/doi/10.1377/hlthaff.2013.0686>

L'étude se base sur une évaluation de 2008 qui a montré que l'exposition au BPA a été estimée être associée à 12 404 cas d'obésité chez les enfants et 33 863 cas de nouvelle incidence de maladie coronarienne, avec des coûts sociaux estimés de 2,98 milliards de dollars.

2. L'analyse de sensibilité montre une fourchette de 889 millions à 13,8 milliards de \$ par an
3. Bien que la nourriture soit une source majeure d'exposition au BPA, les ciments dentaires et les papiers thermiques sont également des sources d'exposition significatives.
4. Autorité européenne de sécurité des aliments ( EFSA ) : [Bisphénol A: l'EFSA organise une consultation publique sur l'évaluation des risques pour la santé humaine](#)
5. Communiqué de presse du Réseau Environnement Santé du 17 Janvier 2014 : [BPA : l'EFSA révisé sa DJA mais continue de nier 95 % des données scientifiques publiées](#)
6. EDC-Free Europe est une coalition de groupes d'intérêt public représentant plus de 31 organisations à travers l'Europe réunies par leurs préoccupations sur les perturbateurs endocriniens (PE) pour sensibiliser le public et inciter à l'action gouvernementale rapide. Plus sur [www.edc-free-europe.org](http://www.edc-free-europe.org)